

POSITION DU CRID :

LE FORUM SOCIAL MONDIAL

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
LE CRID PROMeut LE PROCESSUS DU FORUM SOCIAL MONDIAL POURQU' "UN AUTRE MONDE SOIT POSSIBLE"	4

INTRODUCTION

POURQUOI LE CRID PROMeut-IL LE PROCESSUS DU FORUM SOCIAL MONDIAL ?

L'émergence d'une "société civile internationale" sur la scène mondiale est un fait.

Celle-ci, non structurée et hétérogène, s'exprime de différentes manières :

- les manifestations anti-mondialisation néolibérale à répétition depuis Seattle qui ont culminé par celles de Gênes, 200 000 personnes (cinq fois la manifestation de Seattle)
- des campagnes citoyennes internationales sur la dette, l'OMC, les Institutions financières internationales, la Taxe Tobin, etc.
- les forums " société civile " parallèles aux rencontres internationales
- la rencontre du Forum Social Mondial de Porto Alegre et les rencontres dans cette dynamique.

Le CRID, Centre de Recherche et d'Information sur le Développement, collectif d'une quarantaine d'Associations de Solidarité Internationale (ASI) qui appuient ou sont en lien avec des organisations de la société civile des pays du Sud et de l'Est (environ 1500 pour l'ensemble des ASI du CRID) participe à la construction de ce "mouvement social international".

Dans ce mouvement, le CRID doit renforcer les efforts d'élaboration de propositions d'alternatives à l'ultra libéralisme, en lien avec ses partenaires du Sud et de l'Est. Pour cela il doit en particulier aider les associations membres du CRID :

- à développer des partenariats politiques avec des organisations du Sud : il s'agit pour les ASI du CRID de construire avec leurs partenaires du Sud un dialogue politique sur les grands enjeux globaux ;
- à renforcer les capacités de positionnement et de lobbying de leurs partenaires ;
- à favoriser le lien entre le local et le global : l'expérience que les partenaires ont acquis sur le terrain, accompagnés par les ASI, leur permet de construire une analyse et des propositions d'alternatives crédibles qui articulent le local au global, sans court-circuiter les niveaux national et régional ;
- à se situer par rapport aux autres acteurs de la solidarité internationale.

Dans ce "mouvement social mondial", le CRID et ses membres doivent donc apprendre à se situer. Cela est vrai au niveau international. Cela est aussi vrai en France par rapport :

- aux syndicats qui ont rejoint les ASI dans différentes mobilisations (annulation de la dette des pays pauvres, augmentation de l'aide publique au développement, etc.),
- aux mouvements citoyens dont ATTAC,
- aux collectivités locales,
- à d'autres acteurs : les ONG d'urgence, les associations de consommateurs, les associations environnementalistes, les mouvements sociaux...

La quarantaine d'associations de solidarité internationale membres du CRID représente en France un réseau de 7.500 groupes locaux rassemblant 180.000 bénévoles.

A travers ces groupes locaux, le CRID veut promouvoir la solidarité internationale auprès des différents acteurs du " mouvement citoyen mondial ".

Le CRID promeut le processus du Forum Social Mondial pourqu' "un autre monde soit possible"

I. CONTEXTE

1. LA MONDIALISATION EN QUESTION

Le mythe de la mondialisation harmonieuse et bénéfique à tous a vécu. Les priorités choisies par la communauté internationale, via les institutions financières et commerciales (FMI, Banque mondiale, OMC) et les cadres de coopération (OCDE, G7/8), d'une mondialisation tirée par l'économie, la finance et le commerce sont clairement questionnées par les opinions publiques et remises en cause par les mouvements sociaux et citoyens. Les dérives de la mondialisation libérale se vivent au quotidien : chiffres astronomiques des transactions financières et monétaires quotidiennes (avec crises financières à répétition), puissance des firmes transnationales (dont le chiffre d'affaires dépasse pour nombre d'entre elles le PIB de la plupart des pays du Sud), dérives en matière d'environnement (pollution, surexploitation des ressources...), de santé ("vaches folles", bœuf aux hormones...), de droits sociaux (zones de non-droits, non-reconnaissance syndicale...), marginalisation et pauvreté croissantes en particulier des femmes et inégalités sans cesse grandissantes.

2. LA CONTESTATION DE LA MONDIALISATION

Les dérives du "tout marché" interpellent tous les citoyens et provoquent une mobilisation des organisations sociales qui s'amplifie à chaque réunion ou sommet international. Pour la majorité de ces organisations, il ne s'agit pas d'un repli souverainiste. Il y a au contraire une prise de conscience qu'une partie des défis auxquels sont confrontées les sociétés sont communs au Nord et au Sud et appellent des réponses communes, en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, d'inégalités, de finance... Ces mobilisations s'inscrivent dans la construction d'une "société civile planétaire", dans le droit fil des conventions en matière des droits de la personne humaine, des droits économiques, sociaux et culturels, des droits du travail.

Alors qu'à Rio en 1992 le Forum des ONG rassemblait surtout des ONG de développement, des associations environnementales, des associations de consommateurs, la mobilisation à Seattle voit de nouveaux acteurs arriver dans le champ de la solidarité Nord - Sud : les syndicats, les mouvements sociaux, des groupes (ou groupuscules) de jeunes adultes, des mouvements politiques... Ces manifestations se reproduisent à Washington, Bangkok, Prague, Nice, Gênes avec ces mêmes différents acteurs. Les OSI voient donc arriver dans un champ qui leur était habituellement dévolu : la solidarité internationale, de nouveaux acteurs dont les positions et les modes d'action les bousculent, les interpellent, les obligent à se positionner.

De plus, émergent au Sud des mouvements sociaux ou de grandes organisations syndicales qui se positionnent sur de grandes questions liées à la mondialisation tels les Zapatistes, le MST, Via Campesina, les syndicats coréens, les mouvements des paysans d'Inde, les mouvements des Indiens d'Équateur, la marche mondiale des femmes, etc.

II. LE FORUM SOCIAL MONDIAL

1. UNE RENCONTRE

Histoire

Fin 1999, Chico Whitaker, secrétaire exécutif de la commission Justice et Paix de la conférence épiscopale brésilienne, discute avec Oded Grajew du CIVES (association de chefs d'entreprise brésiliens voulant promouvoir une entreprise citoyenne) de l'idée d'une rencontre faisant contrepoint au Forum Économique de Davos. Cette rencontre serait le rassemblement des forces vives citoyennes et essaierait de construire des alternatives au système économique néo-libéral.

L'idée fait son chemin et un comité d'organisation brésilien se met en place, constitué de plusieurs ONG : IBASE, Center for Global Justice, ABONG (coordination des ONG brésiliennes), d'un mouvement social : le mouvement des travailleurs sans terre (MST), d'un syndicat : la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT), du CIVES, d'ATTAC-Brésil et de la commission Justice et Paix (de la Conférence épiscopale).

Le Forum Social Mondial I à Porto Alegre (janvier 2001)

Le Forum Social Mondial (FSM) – aux mêmes dates que le Forum économique de Davos – n'a pas voulu se situer en réaction à une rencontre des institutions financières internationales.

Il s'est situé dans une dynamique de propositions : "Un autre monde est possible" en était le slogan.

Ce FSM1 a dépassé toutes les espérances des organisateurs :

4 000 délégués de 122 pays, plus de 10 000 participants tous les jours aux carrefours et ateliers, 1 500 journalistes, 400 députés de 27 pays qui avaient leur propre forum parlementaire.

La rencontre était articulée (en plus des deux demi-journées, d'ouverture et de clôture) autour de carrefours (4) le matin et d'ateliers l'après-midi (plus de 400 ont été proposés !).

Les 4 thèmes des carrefours :

- productions de richesse et production sociale (commerce international, système financier, etc.).
- accès aux richesses et développement durable (les biens publics globaux, OGM, etc.)
- l'affirmation de la société civile
- pouvoir économique et éthique dans la nouvelle société (futur des Etats-Nations, démocratisation du pouvoir mondial,...)

Les thèmes des ateliers de l'après-midi allaient du Plan Colombie à la marche mondiale des femmes, des OGM aux stratégies d'opposition au FMI et à la Banque mondiale, de la démocratie participative à la dette des pays pauvres.

Le Forum Social Mondial II à Porto Alegre (février 2002)

Il a été un succès à plusieurs niveaux :

- Quantitativement : 50 000 personnes accréditées, dont 15 000 délégués de 5 000 organisations différentes de 120 pays et 2 800 journalistes. Tous les chiffres sont triplés par rapport au FSM 2001. Le Forum des autorités locales a rassemblé 1 000 représentants des collectivités locales (trois fois plus qu'en 2001). Le Forum des parlementaires a rassemblé 1 145 députés et sénateurs.
- C'était la première rencontre " société civile " de cette ampleur depuis le 11 septembre 2001. Les participants du FSM 2002 ont montré à tous ceux qui avaient cherché à criminaliser le mouvement dit anti-mondialisation - en faisant un lien avec les terroristes - leur maturité :

- * magnifique manifestation de 40 000 personnes bon enfant et pacifique,
 - * forte participation aux débats,
 - * élaboration de propositions.
- L'objectif du comité d'organisation brésilien de faire en sorte que des propositions d'alternatives puissent s'exprimer a été en partie atteint. Une dizaine de textes de synthèse des propositions émanant des conférences ont été élaborés.
 - Ces propositions ont été portées par des réseaux d'acteurs sociaux, d'ONG, de syndicats et non par des intellectuels engagés comme lors du premier FSM.
 - Les jeunes ont été plus présents que pour le FSM 2001 (11 000 de 52 pays). C'est une nouvelle génération qui s'engage sur les questions politiques directement par le niveau mondial.
 - Le fait que la délégation des Etats-Unis était la cinquième en nombre (400 délégués) est aussi un succès. En effet, les militants américains étaient quasiment absents lors du FSM 2001.
 - Les Africains, grâce au Forum Social Africain (FSA) à Bamako début janvier 2002, étaient eux aussi plus présents.
 - Le défilé des hommes politiques est aussi une preuve de son succès. La rencontre est en elle-même un rapport de force.

2. UN PROCESSUS

Les Forums Sociaux Mondiaux I et II de Porto Alegre furent des événements situés dans le temps et dans l'espace.

Ils ont ouvert un espace de débat pluriel et démocratique entre mouvements sociaux, ONG, syndicats, universitaires, églises, de formulation de propositions alternatives à la politique néolibérale dominante, d'articulations d'actions entre ces différents acteurs.

Plus que des rencontres, déjà en elles-mêmes très importantes, c'est donc un processus qui s'est enclenché.

Tout en articulant différents acteurs de la société civile, le Forum Social Mondial ne prétend pas être une instance représentative de la société civile internationale.

Dans la certitude proclamée à Porto Alegre que "un autre monde est possible", le Forum Social Mondial devient un processus permanent de construction d'alternatives, qui ne se réduit pas aux différentes rencontres.

3. UNE CHARTE

Charte des principes du Forum Social Mondial

Le comité des entités brésiliennes qui a pensé et organisé le premier Forum Social Mondial, réalisé à Porto Alegre du 25 au 30 janvier 2001, estime, après avoir évalué les résultats de ce Forum et les attentes qu'il a créées, qu'il est nécessaire et légitime d'établir une Charte des Principes qui oriente la continuité de cette initiative, dans les termes de la Note d'Information diffusée à la fin du Forum. Les Principes contenus dans la Charte, qui devra être respectée par tous ceux qui désireront participer à ce processus et organiser de nouvelles éditions du Forum Social Mondial, consolident les décisions qui ont présidé à la réalisation du Forum de Porto Alegre et qui ont assuré son succès, et amplifient sa portée, en définissant les orientations qui découlent de la logique de ces décisions.

1. Le Forum Social Mondial est un espace ouvert de rencontres pour l'approfondissement de la réflexion, le débat démocratique d'idées, la formulation de propositions, le libre échange d'expériences et l'articulation d'actions efficaces, d'entités et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et par n'importe quelle forme d'impérialisme, et qui sont investis dans la construction d'une société planétaire centrée sur l'être humain.
2. Le Forum Social Mondial de Porto Alegre fut un événement situé dans le temps et dans l'espace. A partir de maintenant, dans la certitude proclamée à Porto Alegre qu' "un autre monde est possible", il devient un processus permanent de recherche et de construction d'alternatives, qui ne se réduit pas aux événements sur lesquels il s'appuie.
3. Le Forum Social Mondial est un processus de caractère mondial. Toutes les rencontres qui prendront part à ce processus ont une dimension internationale.
4. Les alternatives proposées au Forum Social Mondial s'opposent à un processus de globalisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et par les gouvernements et institutions internationales au service des intérêts de celles-ci. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une globalisation solidaire qui respecte les droits de l'homme universels, ceux de tous les citoyens et de toutes les citoyennes de toutes les nations, et de l'environnement, soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de l'égalité et de la souveraineté des peuples.
5. Le Forum Social Mondial réunit et articule seulement des entités et des mouvements de la société civile de tous les pays du monde, mais ne prétend pas être une instance représentative de la société civile mondiale ni exclure de ses débats les responsables politiques, mandatés par le peuple, qui décident d'assumer les engagements qui en résultent.
6. Les rencontres du Forum Social Mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum Social Mondial. Personne ne sera donc autorisé à s'exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, en présentant des qui prétendraient être celles de tous les participants. Les participants ne doivent pas être appelés à prendre des décisions, par vote ou acclamation, en tant que rassemblement des participants au Forum, sur des déclarations ou des propositions d'action qui les engagent tous ou la majorité et qui se voudraient être des prises de position du Forum en tant que Forum.
7. Les entités ou ensembles d'entités qui participent aux rencontres du Forum doivent être assurés cependant de pouvoir délibérer en toute liberté pendant ces rencontres sur des déclarations et des actions qu'ils décideront de développer, seuls ou coordonnés avec d'autres participants. Le Forum Social Mondial s'engage à diffuser largement ces décisions par les moyens qui lui sont possibles, sans imposer de directions, de hiérarchies, de censures et de restrictions, mais comme des délibérations des entités ou ensembles d'entités qui les auront assumées.
8. Le Forum Social Mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des entités et des mouvements engagés dans des actions concrètes, du niveau local au niveau international, pour la construction d'un autre monde. Il ne se constitue pas cependant comme une instance de pouvoir disputée par les participants de ses rencontres, ni ne prétend se constituer en alternative unique d'articulation et action des entités et mouvements qui y participent.
9. Le Forum Social Mondial pense la démocratie comme étant le chemin pour résoudre politiquement les problèmes de société. Comme espace de rencontres, il est ouvert au pluralisme et à la diversité des engagements et actions des entités et mouvements qui décident d'y participer, comme à la diversité des sexes, des races, des ethnies et des cultures.

10. Le Forum Social Mondial s'oppose à toute vision totalitaire et réductionniste de l'histoire et à l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État. Il y oppose le respect des Droits de l'Homme, des relations équitables, solidaires et pacifiques entre les personnes, les races, les sexes et les peuples, condamnant toutes les formes de domination ainsi que l'assujettissement d'un être humain par un autre.
11. Les rencontres du Forum Social Mondial sont toujours des espaces ouverts à tous ceux qui veulent y participer, excepté les organisations qui attendent à la vie des personnes comme méthode d'action politique.
12. Comme espace de débat, le Forum Social Mondial est un mouvement d'idées qui stimule la réflexion et la diffusion transparente maximale des résultats de cette réflexion, sur les mécanismes et les instruments de la domination du capital, sur les moyens et les actions de résistance et de victoire sur cette domination, et sur les alternatives qui peuvent être proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité que le processus de globalisation capitaliste actuellement hégémonique est en train de créer ou d'aggraver, internationalement et à l'intérieur des pays.
13. Comme espace d'échange d'expériences, le Forum Social Mondial stimule la connaissance et la reconnaissance mutuelles des entités et des mouvements qui y participent, en valorisant particulièrement ce que la société est en train de construire pour recentrer l'activité économique et l'action politique sur les nécessités de l'être humain et le respect de la nature.
14. Comme espace d'articulation, le Forum Social Mondial cherche à fortifier et à créer de nouvelles articulations nationales et internationales entre les entités et les mouvements de la société civile qui augmentent, tant dans la sphère de la vie publique que de la vie privée, la capacité de résistance sociale au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre, et qui renforcent les initiatives humanisatrices en cours par l'action de ces mouvements et entités.
15. Le Forum Social Mondial est un processus qui stimule les entités et les mouvements qui contribuent à situer leurs actions comme des questions de citoyenneté planétaire, introduisant dans l'agenda global les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un nouveau monde.

Sao Paulo, le 9 avril 2001

ABONG – Association Brésilienne d'Organisations Non Gouvernementales
ATTAC – Action pour la Taxation des Transactions Financières en Aide aux Citoyens
CBJP – Commission Brésilienne Justice et Paix, de la CNBB
CIVES – Association Brésilienne des Entrepreneurs pour la Citoyenneté
CUT – Central Unique des Travailleurs
IBASE – Institut Brésilien d'Analyses Sociales et Économiques
CJG – Centre de Justice Globale
MST – Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre

Texte validé par le Bureau du CRID du 17 mai 2002.